

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijns, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Ingrid Venier, Matthieu Pillois, François Lebovy, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Bruno Collard, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Didier Molders, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.03.20

#Objet : Règlement communal relatif à la végétalisation privée en espace public#

Séance à huis-clos

Environnement

LE CONSEIL,

Vu le règlement général de police ;

Vu la Nouvelle loi Communale, notamment l'article 117 ;

Considérant que les initiatives privées de végétalisation dans l'espace public sont encouragées, se multiplient et se diversifient ;

Considérant que les interventions diverses en espace public nécessitent d'être encadrées par des dispositions garantissant l'accès du domaine public à tous les citoyens, la préservation des installations et des équipements publics, et la sécurité publique ;

Considérant que le présent règlement vise précisément à définir les conditions de mise à disposition de l'espace public aux fins de végétalisation par des personnes privées.

DECIDE

- d'approuver comme suit le présent « règlement relatif à la végétalisation privée en espace public » :

REGLEMENT RELATIF A LA VEGETALISATION PRIVEE DANS L'ESPACE PUBLIC**TITRE 1 : DISPOSITIONS COMMUNES****Article 1 : Champ d'application**

Dans le respect du règlement général de police, le présent règlement encadre, sur l'ensemble du territoire auderghemois, les modalités de réalisation des projets de mise en place de dispositifs de végétalisation menés par des initiatives privées d'origine locale (*les demandeurs*) sur le domaine public.

Sont susceptibles d'être autorisés dans le cadre du présent règlement, les projets de végétalisation suivants :

1. Végétalisation de pied d'arbres d'alignement en voirie et à l'exclusion des parcs et espaces verts publics ;
2. Installation de plantes grimpantes le long des façades à front de voirie

Tout autre dispositif ne pourra être envisagé que dans le cadre d'une action participative (budget partagé, contrat de quartier, appel à projet régional, ...).

Article 2 : Conditions relatives au demandeur

Quiconque souhaite installer un dispositif de végétalisation visé au point 1 du présent règlement est tenu d'obtenir l'autorisation préalable du Collège.

En cas de demande d'installation d'une plante grimpante, les demandeurs devront être (co)propriétaires de l'immeuble contre lequel est prévue l'installation. En cas de copropriété, les demandeurs fourniront l'accord de la copropriété.

En cas de demande de végétalisation d'un pied d'arbre, la demande devra émaner de demandeurs habitant à proximité du pied d'arbre.

Article 3 : Examen de la demande de décision d'octroi

La demande est introduite auprès du service compétent, sur base du formulaire de demande arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins, et comporte tous les documents qui y sont listés.

Le projet de mise en place de dispositifs de végétalisation fera l'objet d'une étude de faisabilité par les services communaux compétents et d'une autorisation du Collège.

L'autorisation délivrée n'avalise pas implicitement la conformité urbanistique du bâtiment (façade, destination ou division) concerné par le dispositif de végétalisation.

Article 4 : Engagements des demandeurs

Une fois l'autorisation d'occupation privative de l'espace public obtenue, et en complément des conditions particulières relatives aux spécificités de chaque projet telles que précisées au titre II ci-dessous, les demandeurs pourront réaliser leur projet dans le respect du règlement général de police.

Ils devront par ailleurs :

- **Respecter l'environnement et les végétaux :**

- Entretenir les plantes (soin des végétaux, arrosage, taille ...) et les installations pendant toute la durée de l'existence du dispositif.
- Recourir à des méthodes de jardinage écologiques et désherber les sols manuellement.
- Ne pas utiliser des produits phytosanitaires et d'engrais minéraux.
- Assurer le renouvellement et le remplacement des plantes dépérissant dans le respect de la liste des végétaux autorisés par la commune.
- Préserver les arbres faisant l'objet des dispositifs

- **Respecter la propreté et la sécurité publiques**

- Maintenir propres les espaces plantés (élimination régulière des déchets d'entretien ou abandonnés par des tiers, gestion des plantes sauvages, ramassage des feuilles et souillure de terre...);
- Maintenir la plante bien guidée et palissée si nécessaire ;
- Garantir l'intégrité du dispositif de végétalisation ;
- Garantir le passage et la sécurité des piétons, poussettes et voitures ainsi que l'accessibilité de l'espace public. L'emprise réalisée par le dispositif de végétalisation sur l'espace public ne pourra en aucun cas masquer les dispositifs d'utilité publique (plaque de rue, éclairage public, etc.).

Les demandeurs ne pourront apporter aux dispositifs autorisés aucune modification sans l'autorisation préalable de la Commune.

En cas de nécessité, l'administration communale pourra être amenée à modifier d'initiative le dispositif, sans avertissement préalable du demandeur.

Article 5 : Responsabilité

Les demandeurs sont les propriétaires exclusifs des éléments composant le dispositif de végétalisation.

Pour les dispositifs de végétalisation en façade, le transfert de propriété de l'immeuble implique également le transfert des obligations et responsabilité qui en découlent au nouveau propriétaire.

Article 6 : Révocation de l'autorisation et remise en état de l'espace public

L'autorisation d'occupation privative de l'espace public étant donnée à titre précaire, elle pourra être révoquée par la Commune à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

L'autorisation pourra également être retirée en cas de non-respect des dispositions du présent règlement et des engagements des demandeurs.

En cas de retrait de l'autorisation, toute installation devra être enlevée immédiatement sans que quiconque puisse faire valoir une quelconque réclamation ou revendiquer une quelconque indemnité.

Lorsque le retrait de l'autorisation résulte d'un manquement de sa part, le demandeur procédera à l'évacuation des dispositifs à ses frais en remettant le site dans son pristin état.

Article 7 : Mise à disposition des graines pour la plantation aux pieds d'arbres

Dans la limite des stocks disponibles, la commune met à dispositions des kits de graines mellifères à planter aux pieds d'arbres, dans le respect des conditions imposées à l'article 9 du présent règlement.

Le kit de graine doit être utilisé uniquement pour la végétalisation du pied d'arbre.

TITRE 2 : CONDITIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX DIFFERENTS MODES DE VEGETALISATION

Article 8 : Obligations générales

Quel que soit le type de projet, la plantation d'arbres, arbustes ou bambous, de végétaux épineux, toxiques, réputés invasifs ainsi que les plantes destinées en tout ou partie à être consommées, n'est pas autorisée.

L'utilisation de pesticides a été abolie dans toute la Région de Bruxelles Capitale et est donc strictement interdite.

Article 9 : Pieds d'arbres

Les plantations en pieds d'arbre devront préserver le développement de l'arbre, considéré comme vecteur de bien-être essentiel, ses racines ne pourront être coupées.

La bordure du pied d'arbre ne pourra pas être rehaussée.

Tout dispositif technique ou décoratif ancré dans le sol fera partie intégrante de l'autorisation accordée.

Une attention particulière sera portée à garantir la visibilité des piétons, et à préserver les facilités d'entretien de l'arbre. Aux abords des carrefours, des passages pour piétons et des accès carrossables, la hauteur de plantation ne pourra dépasser 80 cm (croissance terminée). De même, la croissance des végétaux en largeur sera limitée par les dimensions intérieures de la fosse (dimensions au sol).

Les tuteurs et planches de maintien des arbres comme supports aux dispositifs de végétalisation ne sont pas autorisés.

Article 10 : Installation de plantes grimpantes le long de façades privatives

L'installation de plantes grimpantes sera interdite sur les façades des bâtiments classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde.

Le trottoir sur lequel le demandeur souhaite installer la plante grimpante devra avoir une largeur minimale de 180 cm, bordure comprise.

Le demandeur n'installera pas de bordure qui protège le pied de la plante grimpante afin que celle-ci puisse recueillir les eaux de ruissellement.

L'entièreté des dispositifs sera placée suivant les recommandations techniques générales suivantes :

L'emprise de la plantation ne dépassera pas 30 x 30 cm au niveau du trottoir ;

L'emprise de la plante ne dépassera pas 30cm de déport par rapport à la façade, sur une hauteur minimale de 2,20m, et restera dans tous les cas circonscrite dans les limites de la propriété concernée ;

Les éléments de revêtement de trottoir seront démontés exclusivement par l'administration communale ou son prestataire désigné ;

La plantation sera effectuée directement en pleine terre, sans construction d'aucune sorte formant saillie sur le trottoir ;

Les supports en façade auront un déport inférieur à 12 cm et répondront à l'impératif suivant : Tous les accessoires ou dispositifs utilitaires posés en façade sont compacts, non putrescibles, inoxydables et s'intègrent à l'ensemble de la façade sans altérer l'esthétique de la construction, ni causer préjudice aux matériaux de revêtement ou éléments de décor ;

Outre les restrictions reprises dans les obligations générales, seules seront autorisées les espèces de plantes qui ne sont pas dommageables au revêtement de façade.

- De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente délibération.
- De transmettre la présente délibération à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

17 votants : 17 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijns

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 mars 2020

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Christophe Magdalijns, *Voorzitter* ;
Didier Gosuin, *Burgemeester* ;
Sophie de Vos, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Jeremy Van Gorp, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Ingrid Venier, Matthieu Pillois, François Lebovy, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Bruno Collard, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Didier Molders, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.03.20

#Onderwerp : Gemeentelijk reglement betreffende de privé vergroening in de openbare ruimte#

Besloten zitting

Leefmilieu

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op het algemeen politiereglement;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name artikel 117;

Overwegende dat particuliere initiatieven van vegetatie in de openbare ruimte aangemoedigd worden, zich vermenigvuldigen en diversifiëren;

Overwegende dat de diverse ingrepen binnen de openbare ruimte moeten worden omkaderd door bepalingen die garant staan voor de toegang tot het openbare domein volle alle burgers, het behoud van de openbare installaties en voorzieningen en de openbare veiligheid;

Overwegende dat onderhavig reglement net het beschikbaar stellen van de openbare ruimte voor vergroening door particulieren wil definiëren.

BESLIST

- deze “Gemeentelijk reglement betreffende de privé vergroening in de openbare ruimte” als volgt goed te keuren:

REGLEMENT BETREFFENDE DE PRIVE VERGROENING IN DE OPENBARE RUIMTE**TITEL 1: GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN****Artikel 1: Toepassingsgebied**

Conform het algemeen politiereglement bepaalt onderhavig reglement de modaliteiten voor de verwezenlijking van vergroeningsprojecten door lokale privé-initiatieven (*de aanvragers*) binnen de openbare ruimte op het volledige grondgebied van de gemeente Oudergem.

In het kader van onderhavig reglement komen volgende vergroeningsprojecten voor goedkeuring in aanmerking:

1. Vergroening van de voet van rooibomen langs de weg met uitzondering van parken en openbare groene ruimten;
2. Aanplanting van klimplanten aan gevels langs de weg;

Elk ander apparaat kan alleen worden overwogen in het kader van participatieve actie geïnitieerd door een openbare macht (gedeeld begroting, wijkcontract, oproep voor een regionaal project,...).

Artikel 2 : Voorwaarden betreffende de aanvrager(s)

Wie een onder punt 1 van onderhavig reglement bedoelde vergroeningsvoorziening wil plaatsen dient daarvoor toelating aan het College te vragen.

Wie klimgroen of een plantenbak wil plaatsen tegen een gevel dient (mede-) eigenaar te zijn van het gebouw waartegen de installatie wordt aangebracht. In geval van mede-eigendom leggen de aanvragers het akkoord van de mede-eigendom voor.

Aanvragen voor het aanplanten van groen aan de voet van bomen uitgaan van meerdere aanvragers die in de nabijheid van de boom wonen.

Artikel 3 : Onderzoek van de aanvraag en toekenningsbeslissing

De aanvraag wordt bij de bevoegde dienst ingediend aan de hand van het door het College van Burgemeester en Schepenen vastgelegde aanvraagformulier, samen met alle hierin opgelijste documenten.

De bevoegde gemeentediensten onderwerpen het vergroeningsvoorstel aan een haalbaarheidsstudie, waarna het College het project goedkeurt.

De toelating loopt niet vooruit op de stedenbouwkundige conformiteit van het gebouw (gevel, bestemming op opdeling) dat het voorwerp van het vergroeningsvoorstel vormt.

Artikel 4 : Verbintenissen van de aanvragers

Eens de toelating voor de privatieve bezetting van de openbare ruimte is verkregen en alle bijzondere voorwaarden betreffende de onder Titel II infra bepaalde specifieke eigenschappen van ieder project zijn vervuld, mogen de aanvragers hun project uitvoeren mits naleving van het algemeen politiereglement.

Voor het overige dienen zij:

- **Het milieu en de begroeiing te respecteren:**

- Onderhoud van de planten (verzorging, gieten, snoeien, ...) en voorzieningen tijdens hun volledige bestaansduur.
- Toepassen van de principes van ecologisch tuinieren en het manueel onkruidvrij houden van de bodem.
- Geen gebruik van fytosanitaire producten en minerale meststoffen.
- Het vernieuwen en vervangen van weggkwijnende planten door planten vermeld op de door de gemeente goedgekeurde lijst.
- Behoud van bomen die een onderdeel vormen van de vergroening.

- **Respecteren van de openbare netheid en veiligheid:**

- Het schoon houden van de beplante ruimte (regelmatig verwijderen van het groenafval of van het afval dat door derden werd achtergelaten, beheer van ongecontroleerd groeiende planten, vegen van de bladeren en verwijderen van grondsporen,...);
- Desgevallend het goed leiden en ondersteunen van de plant;
- Instaan voor de integriteit van de vergroeningsvoorziening;
- De toegankelijkheid van de openbare ruimte en de doorgang en veiligheid van voetgangers, kinderwagens en wagentjes garanderen. De plek die het vergroeningsvoorstel binnen de openbare ruimte inneemt, mag in geen geval de openbare nutsvoorzieningen belemmeren (straatnaamborden, openbare verlichting, enz.).

De aanvragers mogen de vergunde inrichtingen zonder voorafgaande goedkeuring van de Gemeente niet wijzigen.

Indien nodig zal het gemeentebestuur moeten wijzigen om op eigen initiatief en zonder de aanvrager hierover vooraf in te lichten, in te grijpen.

Artikel 5 : Aansprakelijkheid

De aanvragers zijn exclusief eigenaar van de onderdelen van de gerealiseerde vergroening.

Voor groenvoorzieningen tegen gevels worden bij overdracht van de eigendom van het gebouw ook de bijbehorende verplichtingen en verantwoordelijkheden op de nieuwe eigenaar overdragen.

Artikel 6 : Herroeping van de toelating en herstellen van de openbare ruimte in zijn oorspronkelijke staat

Aangezien de toelating voor de privaatieve bezetting van de openbare ruimte een tijdelijk karakter heeft, kan de Gemeente die, zodra het algemeen belang dit vereist, herroepen.

Bij niet-naleving van het bepaalde in onderhavig reglement en het veronachtzamen van de verplichtingen uit hoofde van de aanvragers kan de toelating

Bij intrekking van de toelating moet iedere inrichting onverwijld worden verwijderd, zonder dat wie dan ook een klacht ten gelde kan maken of een willekeurige vergoeding kan opeisen.

Wanneer de intrekking van de toelating het gevolg is van een tekortkoming vanwege de aanvrager, verwijdt die laatste de voorzieningen op eigen kosten en herstelt hij de site in zijn oorspronkelijke staat.

Artikel 7 : Verstrekking van zaaigoed voor aanplant aan de voet van bomen

Binnen de grenzen van de beschikbare voorraden stelt de gemeente voor de aanplantingen aan de voet van de bomen kits met aanhangend zaad te beschikking, overeenkomstig de voorwaarden van artikel 9 van deze verordening.

De zaaikit mag alleen worden gebruikt voor de vergroening van de voet van de boom.

TITEL 2 : TECHNISCHE VOORWAARDEN MET BETREKKING TOT DE VERSCHILLENDE BEGROENINGSWIJZEN**Artikel 8: Algemene verplichtingen**

Ongeacht het soort van project is het aanplanten van bomen, bamboestruiken, doornplanten, gifplanten, invasieve plantsoorten, evenals van gedeeltelijk of in hun geheel eetbare planten, niet toegestaan.

Het gebruik van pesticiden werd in het gehele Brussels Hoofdstedelijk Gewest afgeschaft en is dan ook strikt verboden.

Artikel 9 : Boomborders

Aangezien een boom een essentiële welzijnsvector vormt, mogen aanplantingen onderaan bomen de ontwikkeling ervan niet belemmeren, de wortels kunnen niet worden doorgesneden.

De rand ter hoogte van de boomvoet mag niet worden verhoogd.

Technische of decoratieve voorzieningen die in de grond is verankerd, maakt integraal deel uit van de verleende vergunning.

Er dient in het bijzonder aandacht te worden besteed aan de zichtbaarheid voor de voetgangers en aan het onderhoudsgemak van de boom. Ter hoogte van kruispunten, oversteekplaatsen voor voetgangers en berijdbare toegangen mag de aanplanting niet hoger komen dan 80 cm (wanneer ze is volgroeid). De groei van de planten in de breedte wordt beperkt door de binnenafmetingen van de kuil (afmetingen van de bodem).

De stokken en planken voor het rechthouden van de bomen mogen niet worden gebruikt om de gerealiseerde vergroening te ondersteunen.

Artikel 10 : Aanplanten van klimplanten langs privégevels

Tegen gevels van geklasseerde gebouwen mag geen klimgroen worden geplant.

Het voetpad waar de aanvrager het klimgroen wil planten, dient minstens 180 cm breed te zijn, boordsteen inbegrepen.

Opdat het regenwater naar de klimplant zou kunnen afvloeien, plaatst de aanvrager geen boordsteen om de onderzijde van de klimplant te beschermen.

Het geheel van de voorzieningen wordt aangebracht volgens onderstaande algemene technische aanbevelingen:

De planruimte neemt niet meer dan 30 x 30 cm van het voetpad in;

De planruimte verspringt niet meer dan 30 cm ten opzichte van de gevel, bij een minimale hoogte van 2,20 m, en blijft in alle omstandigheden binnen de grenzen van de betreffende eigendom;

Alleen het gemeentebestuur of de door hem aangestelde dienstverlener mag elementen van het plaveisel van het voetpad verwijderen;

Het aanplanten gebeurt rechtstreeks in volle grond, zonder enige constructie die ten opzichte van het voetpad uitsteekt;

De steunen aan de gevelzijde bevinden zich op een afstand van minder dan 12 cm en beantwoorden aan de volgende vereiste: alle accessoires of inrichtingen die aan de gevel worden aangebracht, zijn compact, rot- en roestvrij en sluiten harmonieus aan bij de gevel zonder het esthetisch uitzicht van het gebouw aan te tasten, noch het bekledingsmateriaal of de sierelementen te beschadigen;

Naast de beperkingen vermeld onder de algemene verplichtingen worden uitsluitend plantensoorten aanvaard die geen schade toebrengen aan de gevelsteen.

- Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van onderhavige beraadslaging;
- Onderhavige beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

17 stemmers : 17 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 27 maart 2020

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin